

Fiche

Il existe de multiples exemples de tentatives de coopération internationale, notamment en ce qui concerne l'espace et les espaces maritimes.

I. Coopérer dans l'espace

La station spatiale internationale est le produit de la coopération de 16 pays, participant au financement et à la conception des modules depuis 1998 pour offrir près de 400 m² habitables aujourd'hui. Les recherches scientifiques menées touchent tous les domaines, de la biologie à la génétique, en passant par l'étude de la réaction des corps aux voyages prolongés dans l'espace pour la perspective d'un vol au long cours vers Mars. L'organisation de cette aventure scientifique internationale est une performance diplomatique, intégrant dans un système de sélection poussée les meilleurs prétendants pour mettre le pied dans ce bijou technologique. Se pose aujourd'hui la question de l'accueil de touristes spatiaux au porte-monnaie bien rempli.

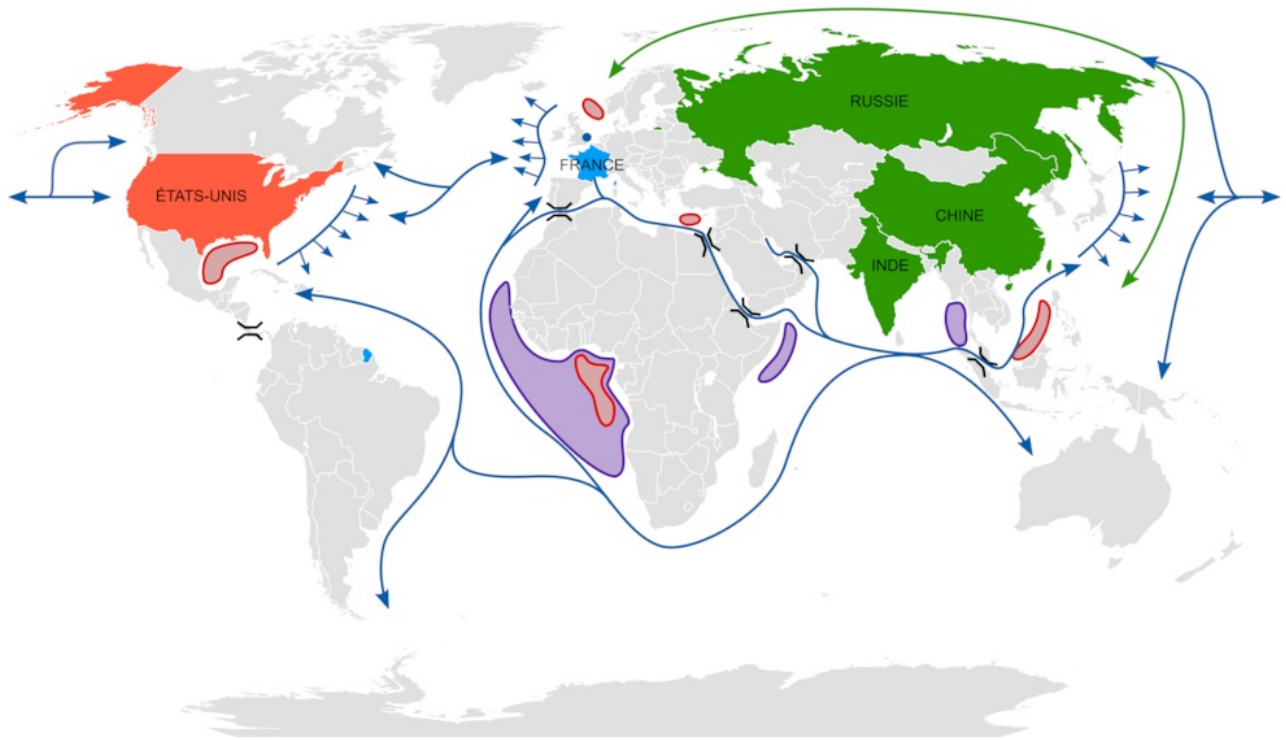
 Exercice n°1

II. Exploiter et préserver l'espace maritime ?

Le droit international s'intéresse à la question du droit de la mer dans un contexte où la libre circulation des marchandises sur mer est essentielle à la bonne santé du capitalisme. Sous l'égide de l'ONU en 1982, la Convention sur le droit de la mer est signée à Montego Bay, définissant les règles juridiques pour l'exploitation des espaces maritimes. En réalisant un zonage de cet espace, l'ONU entend établir des références communes à l'ensemble des pays dans la définition des zones d'influences et d'appropriation. Ainsi les zones économiques exclusives (ZEE), d'une largeur de 200 miles depuis le littoral, assurent aux pays une exploitation exclusive des ressources de la colonne d'eau et du sous-sol. Si les eaux internationales sont ouvertes à l'exploitation par tous s'y appliquent des lois protégeant les grands fonds marins comme biens communs de l'humanité, et certaines espèces, tels les cétacés, font l'objet de protection internationale.

La volonté de protection de l'espace maritime se conjugue avec une pression renforcée sur les océans pour l'obtention de ressources. Les nodules polymétalliques des fonds marins sont convoités, indispensables aux nouvelles technologies, mais dont l'exploitation en particulier dans le Pacifique voit s'opposer les intérêts américains, chinois ou encore français. Le Tribunal international du droit de la mer tente de réguler les conflits autour des ZEE depuis 1996, tandis que l'ONU continue de mettre en place une gouvernance pour la préservation des écosystèmes marins, notamment en 2017. Certains espaces profitent d'une protection spécifique, comme l'Antarctique depuis 1959.

Les ressources maritimes.



① Les espaces maritimes : ressources et flux

↔ principales façades

→ principaux axes maritimes

→ l'océan Arctique : nouvel axe maritime de l'espace mondialisé

▭ principales ressources halieutiques et énergétiques

② Sécurisation nécessaire des espaces maritimes

⌘ passages stratégiques (détroits, canaux)

▭ zones marquées par la piraterie

● Londres, siège de l'Organisation Maritime Internationale (OMI)

③ Principales puissances maritimes

▭ États-Unis : 1^{re} puissance maritime mondiale

▭ France : puissance maritime et 2^e ZEE mondiale

▭ Russie, Inde, Chine : puissance maritimes en expansion